

La voix de l'opposition de gauche

Tous les gouvernements sont complices du FMI et de l'UE.

Le 13 février 2011

Un article de l'agence Reuters du 12 janvier 2011 suivi d'une analyse.

« La Grèce a accusé samedi l'Union européenne et le Fonds monétaire international d'ingérence dans ses affaires intérieures après avoir été invitée par ses créanciers à accélérer ses réformes et à procéder à davantage de privatisations.

Dans sa conversation téléphonique avec Dominique Strauss-Kahn, George Papandréou a "transmis le message du gouvernement grec concernant le comportement inacceptable des représentants de la Commission européenne, de la BCE (Banque centrale européenne) et du FMI lors de la conférence de presse d'hier", dit un communiqué du secrétariat de Papandréou.

Georges Petalotis, porte-parole du gouvernement grec, avait quelques heures auparavant déclaré: "Nous ne demandons à personne de s'ingérer dans les affaires intérieures (...) Nous ne prenons nos ordres que du peuple grec."

Les inspecteurs étaient venus à Athènes évaluer les progrès réalisés au quatrième trimestre sur le plan de consolidation budgétaire de 110 milliards d'euros.

Ils ont reconnu que le programme était "sur les rails" et ils ont débloqué une nouvelle tranche de 15 milliards d'euros, mais ils ont estimé que le gouvernement devait procéder à beaucoup plus de privatisations.

Lors de la conférence de presse, Poul Thomsen, chef de la délégation du FMI, a invité les Grecs à ne pas laisser "ceux qui ont des intérêts" personnels empêcher le plus grand nombre de profiter des privatisations.

Evoquant des groupes opposés à l'ouverture de professions strictement réglementées, il a dit: "Certains des groupes qui descendent dans les rues, les chauffeurs routiers, les pharmaciens (...) se cachent derrière leurs privilèges qui leur permettent d'extorquer des prix élevés, d'imposer un lourd fardeau au reste de la société".

Le ministre des Infrastructures, Dimitris Reppas, a jugé que le nouvel objectif pour les privatisations n'était pas réaliste.

"Recueillir 50 milliards d'euros d'ici 2015 grâce à la privatisation de biens de l'Etat n'est pas possible", a-t-il affirmé samedi à la télévision publique TV Net.

Un responsable du ministère des Finances avait néanmoins assuré vendredi que la Grèce avait accepté le nouvel objectif de 50 milliards d'euros. »

Qu'on comprenne bien, le contexte, l'Etat grec fait face à une grave crise économique. Dès lors ses dirigeants ont le choix entre deux attitudes possibles :

- soit résoudre provisoirement cette crise en faisant payer le prix aux travailleurs en s'attaquant à tous leurs droits sociaux, en procédant également à des privatisations, etc., donc en se plaçant sur le terrain du capitalisme afin d'assurer sa survie, ce qui implique de nouveaux sacrifices pour les travailleurs ;

- soit refuser de faire porter le poids de cette crise sur le prolétariat et rompre avec le capitalisme en commençant s'attaquer à ses fondements, en expropriant les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises sans indemnité ni rachat, etc., donc en se plaçant sur le terrain des intérêts collectifs des travailleurs et du socialisme.

Absolument rien n'oblige ou n'interdit les dirigeants du pays d'opter pour l'une ou l'autre solution, c'est valable pour tous les pays, hormis le fait qu'ils sont les représentants du capital ou du travail. Ainsi leur choix

révèle leur véritable nature sociale et leurs véritables intentions politiques, et ne confondons pas la cause et l'effet, ce n'est pas leur choix qui détermine leur vraie nature mais bien l'inverse, leur choix est le produit de leur subordination idéologique au capital, il traduit leur attachement indéfectible au capitalisme dont ils représentent les intérêts à la tête de l'Etat.

Le FMI et l'UE agissent pour le compte du capitalisme mondial, plus précisément pour le compte des couches dominantes du capitalisme, autrement dit l'aristocratie financière et les multinationales les plus puissantes. Ils n'imposent rien à Papandréou ou plutôt ils lui imposent ce qu'ils acceptent qu'ils lui imposent en tant que représentant du capitalisme, et c'est en tant que tel qu'il se plie à leur diktat, en tant qu'aveugle et complice du capital. Et ce qui explique les gesticulations actuelles du gouvernement dignes d'une mauvaise tragédie grecque, c'est qu'il ne souhaite pas apparaître aux yeux de la population grecque comme tel puisqu'il est censé représenter les intérêts des travailleurs et du socialisme, en vain évidemment car les travailleurs savent pertinemment pour en avoir fait l'expérience à de multiples reprises pendant de nombreuses années que le PASOK est tout juste bon à gérer la société pour le compte des capitalistes et qu'il est étranger au socialisme.

Il n'y a que l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie qu'il peut continuer d'abuser, parce qu'elles y trouvent leur compte hypocritement ou qu'elles estiment que c'est encore un moindre mal par rapport aux conservateurs au pouvoir, après tout, il faut bien que le pouvoir repose sur une base sociale pour garantir la stabilité et la survie du régime. Maintenant, que le PASOK soit soutenu par les couches supérieures du prolétariat ou celles qui peuvent encore continuer de vivre comme avant ne fait aucun doute, il est apparemment dans la nature humaine de privilégier ses conditions d'existence individuelles à court terme et d'être incapable de les envisager collectivement au-delà.

La même situation prévaut dans tous les pays dirigés par des membres de l'Internationale socialiste en Europe ou dans le monde. Le capitalisme dispose de deux partis au moins pour gérer la société conformément à ses besoins, l'un désigné officiellement par la classe des capitalistes et qui parvient au pouvoir en prétendant représenter l'intérêt général, le parti conservateur ou libéral dit encore le parti de l'ordre, l'UMP en France, l'autre désigné au sein de la petite bourgeoisie inféodée au capital qui doit se présenter davantage comme le représentant des masses laborieuses pour accéder au pouvoir, le PS en France.

Tous les deux sont en proie à des contradictions qu'ils doivent gérer sur les plans linguistique et médiatique, puisque le premier ne représente pas l'intérêt général mais seulement celui de la classe des capitalistes, tandis que le second ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière mais bien ceux de la classe des capitalistes. Quant aux contradictions auxquelles ils doivent faire face sur les plans social et politique, pour les mêmes raisons c'est là que les choses se compliquent pour eux, puisqu'ils n'ont pas d'autre alternative que d'expliquer à la population qu'elle doit se soumettre à cette terrible fatalité que représente l'évolution du capitalisme, qui se traduit par une détérioration continue de son mode de vie et de travail, ajoutons, à défaut d'avoir la volonté de remettre en cause l'ordre établi.

On voit bien ici, que c'est bien là la seule question politique qui mérite d'être posée, parce qu'elle est à l'ordre du jour dans tous les pays dès lors que l'on avance la moindre revendication sociale : faut-il oui ou non se soumettre au talon de fer du capital, de quel droit devrait-on accepter de vivre de plus en plus mal, faut-il conserver ce système économique dont le pouvoir et les richesses sont concentrés entre quelques mains seulement ou réorganiser la société de telle sorte que les moyens de production deviennent un bien collectif et que les richesses produites soient partagés entre tous les producteurs ? Qui doit détenir le pouvoir, quelle classe : celle ultra minoritaire des exploités, des affameurs, des oppresseurs, de quel droit devrait-il détenir le pouvoir, ou celle des travailleurs qui produisent les richesses et qui en échange doivent subir quotidiennement frustrations, privations, humiliations, chômage, précarité, pauvreté, toutes sortes d'inégalités et d'injustices ?

Cette démonstration et ces dernières questions sont tellement simples à poser, tellement parlantes, évidentes, encore faut-il se donner la peine ou décider de les aborder de cette manière, qu'elles sont à la portée de chaque travailleur ou jeune ? Pourquoi faire de longs discours théoriques ou politiques, certes nécessaires, lorsqu'on peut expliquer les choses aussi simplement, non ? Voulons-nous vraiment aider la conscience de classe des travailleurs à progresser ?

Ces questions débouchent sur la nécessité du combat classe contre classe à partir de nos propres besoins, en se situant exclusivement sur notre propre terrain de classe, renvoyant les deux partis dont il était question plus haut dans leur camps naturel, celui des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme.